

Billet politique

François-Xavier Lefèvre

Le gouvernement wallon doit cesser de nous jouer un remake du film «Le Bon, la Brute et le Truand». À force de poursuivre une stratégie de retranchement et de justifier ses mesures budgétaires comme étant un moindre mal wallon face au grand méchant loup fédéral, l'exécutif wallon se dirige vers une route à sens unique. Le risque? Rendre certaines mesures contre-productives!

Le gouvernement wallon fait fausse route. Au-delà de quelques couacs qui ont animé le Parlement wallon cette semaine, comme la polémique autour des documents budgétaires du Forem que l'opposition libérale estimait n'avoir pas reçu à temps alors qu'il n'en était rien, ou ceux de l'Awiph qui ne sont jamais arrivés, l'équipe gouvernementale dirigée par le socialiste Paul Magnette doit resserrer son discours. Poursuivre dans une stratégie de retranchement et justifier des mesures comme étant un moindre mal wallon face au grand méchant loup fédéral est une route à sens unique. Elle ne peut mener qu'à l'échec et risque de rendre certaines décisions contre-productives. Le citoyen a besoin d'un discours cash. Il n'a que faire de ce jeu de vocabulaire entre rigueur wallonne et austérité fédérale.

La situation asymétrique des majorités entre le Fédéral MR-N-VA) et la Région (PS-cdH) ne facilite certainement pas la tâche des ministres. Mais avec les compétences que la Wallonie vient de recevoir de la sixième réforme de l'État, transformer le gouvernement wallon en une équipe de contestation namuroise face à Bruxelles serait une erreur stratégique. Il faut s'approprier! Maxime Prévot semble d'ailleurs partager l'analyse. Dans l'interview accordée à «L'Echo» ce week-end, le vice-président du gouvernement wallon appelle ses collègues à travailler avec le Fédéral.

Il a raison. La Région doit assumer ses choix en toute indépendance sans avoir sans cesse un œil braqué sur le Fédéral. Continuer à invectiver le Fédéral comme

ont pu le faire certains ministres cette semaine n'arrangera rien. Qu'on le veuille ou non, nous ne vivons pas encore en République démocratique de Wallonie. Les différentes entités doivent pouvoir se parler.

Assumer ses choix

Le Fédéral mis de côté, le gouvernement doit arrêter de se faufiler et opter pour un discours vérité. Prenons le budget. C'est sans doute le péché originel. Paul Magnette et ses ministres ont cru un peu trop vite que l'affaire était réglée. En gros, après la présentation de quelques slides reprenant les grandes lignes budgétaires, circulez, il n'y a plus rien à voir. Et au regard de tout le remue-ménage provoqué par le budget fédéral, certains ministres ont cru un peu trop vite que l'affaire était dans le sac! Le boomerang est pourtant revenu en pleine figure du gouvernement quand les détails des décisions sont apparus au grand jour. On pense par exemple à la baisse de la déductibilité sur les titres-services. La fête est terminée!

La deuxième erreur est la réinstauration du précompte immobilier sur le matériel et l'outillage des entreprises. Le gouvernement s'est piégé lui-même car cette taxe contredit les promesses faites par Paul Magnette, qui s'était engagé à ne pas lever de nouvelles taxes. Au risque de passer pour un menteur aux yeux du monde patronal, il va devoir retirer sa taxe.

La troisième faute tient au fait que des ministres refusent d'endosser des décisions délicates. Prenons le plan d'économies dans le TEC. À force de nier que les écono-

mies vont impliquer certaines hausses, mêmes superficielles, et de se contredire dans sa communication, le ministre en charge du dossier s'est retrouvé en deuxième session au Parlement. Carlo Di Antonio a en effet été convoqué dare-dare par les députés vendredi pour s'expliquer sur la situation financière du TEC.

Idem pour la taxe sur l'eau qui, sur base du principe de pollueur-payeur, va se concrétiser par une taxe sur le captage d'eau pour de nombreuses entreprises. Au lieu de faire porter la responsabilité par le ministre de tutelle, le gouvernement a préféré glisser la mesure dans un décret-programme fourre-tout. La baisse de la déductibilité des titres-services a aussi donné lieu à un jeu de va-et-vient entre deux ministres

afin de savoir qui des deux devait en assumer la communication.

Forcément, personne ne veut passer aux yeux des citoyens pour le ministre qui annonce les mauvaises nouvelles. Il y a cependant des choix qu'il faut pouvoir endosser. Cela fait partie du boulot.

Mais bon, certains vous diront qu'on n'est qu'en début de législature et que le gouvernement doit encore trouver son rythme. D'ailleurs, ce petit étalage délicat mis de côté, les ministres vous affirmeront en chœur que l'ambiance est excellente. Et en les poussant un peu, ils vous avoueront que les relations sont plus agréables depuis que les écolos ne sont plus dans la majorité. On leur reposera la questions dans quelques mois!